

Profil des femmes entrepreneures bénéficiaires des micro crédits de la ville de Lubumbashi (RD Congo)

Nzuzi Bangika Maguy*

Doctorante en sciences de gestion, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion-Université de Lubumbashi – République démocratique du Congo

Received 01 May 2019, Accepted 01 July 2019, Available online 02 July 2019, Vol.7 (July/Aug 2019 issue)

Résumé

Sur les quelques études qui existent sur l'entrepreneuriat de la femme congolaise de la République démocratique du Congo, très peu se sont intéressées au profil de celles-ci et aux motivations dans leurs activités entrepreneuriales. Ces études se limitent qu'à l'évolution des affaires en terme de la grandeur, de la taille de l'entreprise et aux chiffres d'affaires dans la branche tenue par les femmes. Notre enquête auprès de 122 femmes entrepreneures bénéficiaires des micro crédits de la ville de Lubumbashi encore en activité, et auprès de 30 femmes ayant arrêté d'exercer les activités, révèle que derrière cette masque de réussite, se cachent des multiples obstacles différents de ceux des hommes. Ce papier dresse le portrait de ces répondantes tant au niveau de leur profil qu'aux niveaux de leurs motivations et présente les obstacles auxquels elles sont confrontées.

Mots clés: *entrepreneuriat féminin, micro crédit, micro-finance, profil, Lubumbashi.*

Summary

Of the few studies that exist on the entrepreneurship of Congolese women in the Democratic Republic, very few have been interested in the profile of these and the motivations in their entrepreneurial activities. These studies are limited to the evolution of the business in terms of size, size of the company and turnover in the branch held by women. Our survey of 122 women entrepreneurs who are beneficiaries of the micro-credits of the city of Lubumbashi still in activity, and of 30 women who stopped working, reveals that the last mask of success is hiding multiple obstacles different from those of men. This paper profiles these respondents both in terms of their profile and their motivations and presents the obstacles they face.

Keywords: *Female entrepreneurship, micro credit, micro-finance, profile, Lubumbashi.*

Abbreviations and Acronyms

FMI: Fonds Monétaire International
IDH: Indice du Développement Humain
IMF: Institutions de Micro Finance
RDC: République démocratique du Congo

Introductions

En République démocratique du Congo (RDC), comme dans la plupart des pays africains au sud du Sahara, on observe un intérêt croissant pour l'entrepreneuriat féminin. Cependant, il est courant de lire dans la littérature les nombreux obstacles socio-économiques ou juridique dans l'exercice des activités lucratives des

femmes. La difficulté de financement et tant d'autres qui se traduisent par de graves difficultés d'entreprendre pour une femme (Kabuya, 2006) sont souvent occultées. Ces études se focalisent qu'à l'étude de besoins de ces dernières et très peu s'intéressent au profil des femmes bénéficiaires des micro crédits, encore moins aux obstacles auxquels elles font face.

A Lubumbashi en RDC, les Institutions de micro finance (IMF) offrent une alternative en proposant aux femmes une gamme de services notamment le micro crédit en vue de promouvoir l'entrepreneuriat féminin.

En partant du postulat, selon lequel, le micro crédit est destiné aux femmes (Cheston & Kuhn, 2005), ce travail examine le profil de femmes entrepreneures congolaises, leurs motivations entrepreneuriales et les obstacles qu'elles rencontrent. Nos données proviennent des enquêtes effectuées entre 2011 à 2016 auprès d'un échantillon de 122 femmes entrepreneures bénéficiaires

*Corresponding author's ORCID ID: 0000-0002-8019-9253

DOI: <https://doi.org/10.14741/ijmcr/v.7.4.1>

des micro crédits de la ville de Lubumbashi en activité et 30 ayant arrêté d'exercer les activités.

Ce travail s'organise autour de deux sections. Dans la première section, nous survolons sommairement le cadre socio-économique de la RDC et nous montrons par la suite, pourquoi l'entrepreneuriat féminin occupe une place importante dans l'économie congolaise. Ensuite, dans la section deux, nous présenterons la base de données, notre échantillonnage et la méthodologie adoptée ainsi que les résultats auxquels nous avons aboutis. Une conclusion terminera cet article.

Présentation sommaire du cadre socio-économique de la RDC

La RDC, notre terrain d'étude, a ses propres spécificités. Un pays qui connaît un des plus faibles niveaux de développement humain au monde et en Afrique. Cela se manifeste par la paupérisation et les mauvaises conditions de vie de sa population. Les inégalités entre les sexes et les exclusions sociales sont prévisibles. Selon l'Indice de Développement Humain (IDH), en 1990 - 2017, la RDC a l'IDH de 0,35 en dessous de la moyenne des pays de l'Afrique qui est de 0,45 (Guay Herman, J., 2019)²². Ces faibles résultats confirment les nombreuses distorsions de trois décennies de crises graves que traversent la RDC. « La pauvreté frappe toutes les classes socioprofessionnelles sans distinction » et le « taux de pauvreté au niveau national atteint 71,3 %, et en « milieu rural, le taux est élevé en 75,7% par rapport au milieu urbain » (Moumami Ahmed, 2010 : 8). « Environ 8 habitants sur 10 vivent sous le seuil de la pauvreté absolue » (Radio Okapi, 2015). « Seulement 52 % de la population congolaise a accès à l'eau potable » (ONU, 2015). « La DRH du Ministère de la Santé donne pour la RDC un effectif de 5967 médecins pour une population de 70 millions d'habitants. Ce qui revient à 1 médecin pour 11731 habitants (Kambamba Darly, 2012).

Dans cette précarité, le Gouvernement de la République s'est engagé à lutter contre la pauvreté à travers les facilités accordées dans le cadre de l'initiative conjointe lancée fin 1999 par la Banque mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI, 2016).

La gestion trop centralisée des ressources humaines, financières et économiques en RDC réduit le rôle d'orientation des politiques économiques et financières de vingt-six provinces que compte ce pays.

Cette centralisation des institutions politiques et économiques à Kinshasa et l'effet de la corruption conduisent à des choix qui ne reflètent pas les priorités des populations de la base. Et cela est source des conflits et rend difficile la gestion efficace et optimale du potentiel national de ce vaste pays d'Afrique.

Dans cette perspective difficile, la décentralisation de la gouvernance politique et économique apparaît comme la meilleure approche susceptible d'assurer la prise en charge et une exécution efficace de la stratégie du développement de ce pays. Elle donne aux provinces le pouvoir d'orienter le devenir économique et social de leurs populations. Dans ce cas, la promotion de la femme congolaise cessera d'être un débat de société et elle pourra contribuer pleinement au développement du pays. Cependant, cette promotion requiert une politique pluridimensionnelle, vu les contraintes auxquelles se heurte la femme congolaise dans sa vie quotidienne. La démarche de création ou d'entreprendre une activité lucrative n'est pas indépendante de la femme entrepreneure bénéficiaire de micro crédit mais également de l'environnement dans lequel elle évolue.

Dans cet environnement la connaissance du contexte socioculturel détermine les rapports sociaux entre l'homme et la femme au sein d'une même société (Nzuzi Bangika, 2014). Elle est nécessaire pour mieux comprendre ce qui constitue le frein aux activités des parties surtout celle de la femme. Pour nous permettre de situer la femme entrepreneure congolaise dans son contexte, un ensemble d'éléments doivent être analysés en lien avec sa situation au sein de la société congolaise. Il existe une panoplie de facteurs contextuels susceptibles d'influencer l'entrepreneuriat des femmes congolaises. Cependant, nous nous limitons dans cette communication, à trois principaux facteurs qui nous semblent importants eu égard à l'impact qu'ils peuvent avoir sur la place qu'occupe la femme au sein de la société congolaise. Il s'agit de la socialisation des enfants, le droit à l'éducation et la place de la femme au sein de la famille.

La socialisation consisterait selon Martin (2010) en une transmission de valeurs par des institutions dévolues à cet effet : école, famille, médias, etc. Toutefois, la famille se situerait au premier stade de la socialisation (Rajhi, 2011) dans laquelle « l'individu s'intègre dans la société, fait l'apprentissage des rapports sociaux entre les hommes et assimilent les valeurs, des règles essentielles à la vie collective, les normes et les croyances d'une société » (Cohen-Tannoudji et al., 2015 - cité par Mukwanga Gilbert, 2019). Ce modèle de la famille « nucléaire » devrait être la norme dans une société civilisée. Cette norme devrait refléter un modèle dans lequel une famille « cellule de base », serait fondée sur la base « de l'égalité, de choix des époux quant à la direction à donner à la famille et à l'exercice conjoint de l'autorité parentale », il s'entend également dans « la contribution de chacun aux charges du ménage et aux dettes familiales dans le respect mutuel, dans la fidélité l'un envers l'autre et en se porter secours et assistance » (Inform'elle, 2015-cité par Mukwanga, op cit).

Malgré cette vision plus égalitaire des rapports entre l'homme et la femme en évolution non linéaire, bifurque toujours dans une socialisation plus différenciée selon le sexe. Chabaud et Lebègue (2013) démontrent que la

²²Guay Herman Jean (2019), Indice de développement humaine (IDH) en 2003, Perspective monde, Institut des politiques appliquées, Université de Sherbrooke, 9 mai 2019. Perspective monde, date de consultation: 9/5/2019 - Sources: Human Development Reports, Highcharts.com [map], coordonnées géographiques: © Natural Earth

socialisation commence dès l'enfance dans le partage des jouets en fonction du sexe. A l'âge adulte, elle s'étend dans la société sous forme discriminatoire. C'est ainsi que les exigences de la société congolaise diffèrent et affectent différemment les hommes et les femmes. On trouve une dévalorisation de la femme et une survalorisation de l'homme si on se base sur les idées reçues. Celles de positiver l'image de l'homme au détriment de celle de la femme. La société congolaise comme partout en Afrique, attribue des rôles sociaux différents aux hommes et aux femmes tant au niveau de la famille que dans la société. La femme se voit attribuer un statut inférieur se traduisant par un accès difficile aux ressources notamment à l'éducation, aux rapports de parentalité. Ces attributs apparaissent déterminants dans les relations de couple et dans la socialisation des enfants.

Ce processus de socialisation inégale fait que les hommes et les femmes gardent en eux des stéréotypes différentiels propres aux genres. Celles-ci sont fondées sur les idées préconçues de la masculinité imposée par des coutumes et des pratiques traditionnelles. Cette différenciation relègue la femme dans une position de dépendance et qui par conséquent, entrave son développement économique et social (Thiam, 2008). Elle conduit à un partage inégal du pouvoir au sein de la société et empêche la femme de faire partie du développement. Dans sa perception générale de la société, la femme a l'impression, d'être « abandonnée » à son triste sort.

Pendant ce temps, l'homme est considéré comme plus compétent que la femme, sauf pour les tâches spécifiquement « féminines ». Cette culture perdure et en matière de l'éducation, par exemple, la femme africaine d'une générale est sous représentée. Alors que de nombreuses études prônent l'importance de l'éducation comme un investissement à long terme (Papadaki & Chami, 2002; Fatima- Zohra, 2017; Masoka Wamtu, 2018), la femme africaine peine à émerger du lot. L'éducation permet donc à une pleine participation au développement socio-économique et à l'obtention de l'égalité. La recherche de cette égalité ouvrira à la femme de nouvelles perspectives qui constituent un facteur clef de l'émancipation et de la démocratisation de la société. L'accès à l'éducation serait également le meilleur garant pour surmonter certaines valeurs négatives dont la femme serait victime dans la société contemporaine.

C'est ainsi qu'en RDC, la distribution des rôles au sein des ménages se fait très tôt et cela en défaveur de la femme et de la petite fille qui doivent effectuer l'essentiel des tâches domestiques. Cette situation est plus accentuée en milieu rural à cause de la précarité des conditions de la femme rurale, de son faible niveau d'instruction et de sa surcharge de travail (Thiam, 2008). Ajouter à cela les prétentions des coutumes africaines et congolaises à l'égard de la femme. Celles-ci insinuent que le bonheur d'une femme se trouve dans le foyer conjugal et que le mariage reste un passage obligé et incontournable (Adjamagbo et al., 2006; Antoine & Dial, 2003).

Ces affirmations hâtent encore de nos jours la femme et durcissent les mentalités et les comportements de la plupart des hommes congolais eu égard à l'éducation reçue depuis leur enfance.

Comme nous pouvons le constater, la société congolaise reste fortement traditionnelle et résistante aux changements. Les traditions congolaises véhiculent des obstacles qui ont des conséquences sur l'évolution de la femme congolaise et affectent son épanouissement au sein de la famille et dans la société.

Étant donné que l'organisation familiale repose sur le matriarcat, la communauté incombe le fardeau de la responsabilité domestique de la famille à la femme et place celle-ci dans une situation défavorable face aux initiatives entrepreneuriales. Malgré les progrès enregistrés en faveur de la femme (Farida, 2008), ceux-ci demeurent encore minimes.

Base de données, échantillonnage, la méthodologie et les résultats

Pour mieux saisir le contour et les actions de la société congolaise à l'égard de la femme, nous allons dans cette section analyser le profil de la femme de Lubumbashi (la lushoise) bénéficiaire de micro crédit et les obstacles auxquels elle fait face dans son parcours entrepreneurial. Nous avons privilégié les matériels et la méthode qualitative. Ils sont basés sur des entretiens de type semi-directif, qui permettent aux interviewés de s'exprimer librement sur des thèmes prédéfinis afin de privilégier la richesse et la diversité des réponses (Wacheux, 1996). Deux guides d'entretien sont élaborés et ce, afin de tenir compte du fait que certaines femmes sont restées en activité et d'autres sont en arrêt d'activité. Cette prise en compte nous est apparue essentielle. Les principales différences entre les deux grilles d'entretien sont évidemment fonction de la réalité de deux groupes visés. C'est pourquoi nous retrouvons, dans la grille 2, une section complète sur les causes des contraintes auxquelles la femme est confrontée que nous ne retrouvons pas dans la première version.

Selon Campenhoudt, Marquet, et Quivy, (2017), les entretiens contribuent à découvrir les aspects du problème à prendre en considération. Nos entretiens vont donc nous amener, d'une part, à identifier les caractéristiques des femmes entrepreneures bénéficiaires des micro crédits avec des questions portant sur l'âge, le niveau d'instruction, la situation matrimoniale, la taille du ménage, etc.

Nous n'avons pas rencontré trop de difficultés à élaborer ces grilles d'entretiens. Nous avons repris certaines questions tirées du questionnaire de Sery (2012) qui a travaillé sur les femmes entrepreneures ivoiriennes bénéficiaires des micro crédits.

Cependant, pour avoir plus de rigueur dans la formalisation des questions nous avons procédé à un pré-test auprès d'autres femmes bénéficiaires des micro crédits. Ces dernières remplissent les mêmes conditions

que celles qui constituent notre échantillon, excepté le fait que l'année d'obtention du micro crédit est différente de l'année 2011. Les remarques obtenues nous ont permis d'améliorer la clarté et l'intelligibilité des questions, en rectifiant celles qui sont mal conçues pour les rendre ainsi plus compréhensibles et assurer de la fiabilité de l'outil.

Le questionnaire a été administré à Lubumbashi du 19 décembre 2017 au 17 février 2018. Pour ne pas biaiser les réponses, nous avons souhaité expliquer aux femmes l'objet de ces entretiens qui est purement académique en garantissant la confidentialité des données recueillies.

Pour les femmes entrepreneures bénéficiaires des micro crédits qui sont encore en activité, nous avons interviewé trente femmes. Les entretiens se sont déroulés pour la plupart en face-à-face avec l'interviewée pour une durée moyenne de 20 minutes. Au cours de ces entretiens, les femmes entrepreneures bénéficiaires de micro crédits ont fourni des informations relatives à leur profil.

Pour les femmes entrepreneures bénéficiaires des micro crédits qui sont en arrêt d'activité, ces entretiens menés en face-à-face et davantage confidentiels ont duré en moyenne une heure et ont porté sur ces thèmes : le profil et les difficultés rencontrées.

Ils se sont déroulés selon la volonté des interviewées à leur domicile, car la plupart de ces femmes n'exerçaient aucune activité au moment de l'entretien. Ces interviews ont toutes eu lieu en swahili (la langue locale la plus parlée à Lubumbashi).

Pour constituer notre échantillon des femmes ayant bénéficié des micro crédits depuis l'année 2011 jusqu'à la fin de l'année 2016, nous avons consulté la base de données de quatre grandes IMF (FINCA, TUJENGE, GALA LETU et HOPE) de la ville de Lubumbashi. Les informations suivantes ont été recueillies : âge, état-civil, situation familiale, montant du micro crédit obtenu, secteur d'activité, lieu d'affaires, etc.

Quant à la méthode, les entretiens ont fait l'objet d'un codage thématique manuel et d'une analyse de contenu. Nous avons choisi de ne pas utiliser de logiciel d'analyse de contenu, en raison de volume de données qui nous a semblé compatible avec un traitement manuel et afin de nous approprier d'une manière approfondie notre matériau, à travers de multiples lectures et relectures de nos retranscriptions.

L'analyse finale est menée suivant la technique d'analyse de contenu, car les énoncés fournis par les informatrices (femmes en activité et femmes en arrêt d'activité) sont évalués par rapport aux thèmes et sous-thèmes de la recherche, notamment lors de la codification. L'analyse consiste à identifier les tendances des énoncés relatifs aux différents thèmes de la recherche et à les agréger en catégories univoques. L'agrégation des énoncés est réalisée par une analyse statistique descriptive, par exemple, des fréquences d'apparition des éléments retenus comme unités d'information et soumis ce corpus à un traitement

sémantique. Lors de cette phase « les données brutes sont traitées de manière à être significatives et valides » (Wanlin, 2007).

Pour décrire les caractéristiques socio-démographiques de notre échantillon, nous présentons dans nos résultats, les variables découlant des questions portant sur les thèmes suivants : âge, niveau d'instruction, situation matrimoniale, taille du ménage, expérience professionnelle antérieure et la motivation entrepreneuriale.

La répartition des femmes selon l'âge est presque invariable en fonction des institutions du micro crédit que nous avons approchées.

Tableau 1: Répartition des femmes selon l'âge

Répartition des femmes selon l'âge (en %)	
Age	%
46 et plus	42
36-45	28
31-35	18
26-30	3
20-25	9

L'analyse des données du micro-crédit nous dévoile que 42% de ces femmes sont âgées de 46 ans et plus, 28% dont l'âge varie entre 36 et 45 ans, 18% de femmes dont l'âge est compris entre 31 et 35 ans, 3 % sont âgées de 26 à 30 ans et 9% l'âge varie entre 20 et 25 ans. Naturellement, dans l'ensemble, le groupe d'âge le plus jeune est le moins représenté et au fur et à mesure que l'on avance en âge, les proportions augmentent sensiblement dans l'ensemble. Le groupe d'âge 46 ans et plus est le plus représenté.

Au niveau de l'instruction, il est classé selon trois catégories. Étant donné que le micro crédit attire principalement les femmes en recherche de survie, ce sont plus les femmes sans grande instruction qui représentent la grande proportion des femmes bénéficiaires de micro crédits (42%). Cependant, elles savent lire et compter.

La proportion des femmes sans grande instruction est suivie de celles ayant un niveau primaire (31%). Les femmes ayant fait les études secondaires occupent la dernière place avec un taux de 27%. Plusieurs raisons expliquent cette tendance à la baisse notamment la faible scolarisation des filles.

Les réalités congolaises et africaines renforcent des tendances déjà signalées par maintes études (Konadu & Biney-Assan, 2007; Assoumou & Guetsop, 2017) au Ghana et (Baturin, 2014) au Cameroun notamment celles de placer la fille aux travaux ménagers et de considérer qu'elle serait d'une grande aide pour leur mère dans les travaux domestiques.

En ce qui concerne la situation matrimoniale, nos répondantes sont davantage mariées et mères (72%). Plusieurs facteurs expliquent la proportion plus élevée de femmes entrepreneures mariées. D'abord la survie de la

famille et l'aide des autres membres de la famille sont de puissants incitateurs pour entreprendre (Nzuzi Bangika, 2019). Leur précocité dans le mariage et la charge des enfants renforcent leurs responsabilités familiales. Enfin, d'autres raisons socioculturelles seraient à l'origine de cette catégorisation. Parmi les enquêtées, dix (10) sont des divorcées. Les femmes célibataires comme les divorcées, du fait de leur relative « liberté », s'adonnent à l'entrepreneuriat avec plus de succès. Parmi eux, 14% sont des femmes célibataires avec enfants, 11% sont des veuves avec enfants et 3% de femmes divorcées avec enfants.

Pour la variable taille de ménage, mis en relief l'importance des enfants pour la population étudiée, il se dégage que dans la ville de Lubumbashi, la taille moyenne des ménages de femmes entrepreneures bénéficiaires des micro crédits est de 6 personnes. Ceci s'explique par le contexte socioculturel qui encourage la précocité du mariage de filles pour avoir beaucoup d'enfants.

En matière de l'expérience professionnelle antérieure, les femmes entrepreneures bénéficiaires des micro crédits de la ville de Lubumbashi ont dans leur grande majorité, une expérience professionnelle antérieure confirmée. Elles ont déjà exercé des activités commerciales avant l'obtention de micro crédit, même si la plupart ont un niveau d'étude relativement bas.

Pour la période qui sépare le nombre d'années d'exercice des activités, de l'année de l'obtention de micro crédits, presque toutes les femmes ont déclaré avoir acquis de l'expérience de plus de 15 ans avant l'obtention des micro crédits.

Enfin, parmi les motivations ayant conduit les femmes à entreprendre, elles peuvent se ramener principalement à la nécessité économique en vue de subvenir aux besoins de la famille ou à la situation de monoparentalité de la mère (38,52%), ou encore l'insuffisance du revenu du conjoint (29,51%) et 12,30% des femmes ont tout simplement le goût d'entreprendre. Par ailleurs, l'entourage a été pour 1,64% comme source principale de motivation de femmes. La lutte pour la survie et la volonté de pouvoir supporter les charges familiales constituent pour ces femmes, parmi d'autres raisons de se lancer aux activités entrepreneuriales.

Pour ces femmes, l'entrepreneuriat n'apparaît pas comme une décision volontaire mais plutôt comme un choix forcé car elles sont appelées à résoudre plusieurs contraintes telles que les besoins alimentaires, la scolarisation de leurs enfants, le frais de loyer, etc.

Au chapitre des obstacles auxquels font face les femmes entrepreneures bénéficiaires des micro crédits, il faut noter que d'après nos entretiens effectués, le principal obstacle de l'entrepreneuriat féminin est le financement pour assurer la subsistance de leurs familles. Les micro crédits obtenus sont utilisés en grande partie aux dépenses de consommation par exemple pour la nourriture ou pour l'éducation de leurs enfants. Ceux-ci occupent une place importante dans leur budget même si les moyens dont elles disposent ne sont pas assez

importants. Moins éduquées, elles confondent l'argent de ménage à celui des crédits obtenus et elles se retrouvent dans une situation de surendettement.

Ceci rejoint Masoka (2018, p.40), lorsqu'elle dit : les femmes non instruites ne disposent d'aucun moyen pour exercer des tâches liées à la gestion. Cette mégestion entraîne d'autres effets entre autres la non maîtrise du marché. La similitude des activités pratiquées par les femmes entrepreneures bénéficiaires des micro crédits mène à une rapide saturation du marché dans la ville de Lubumbashi et les entraîne plus rapidement à des faibles marges bénéficiaires.

La forte concurrence et des difficultés à garder les clients sont aussi les raisons avancées par les femmes interviewées exerçant le petit commerce de l'alimentation (16/30).

Un autre motif avancé par les femmes de notre échantillon est le faible montant du crédit accordé par les IMF à des taux d'intérêts élevés autour de 20%. La plupart de femmes interrogées pensent que le montant de crédit octroyé au sein de groupes de caution solidaire est trop faible. Par conséquent, les revenus générés par leur activité ne sont pas suffisants pour rembourser les crédits obtenus aux taux exorbitants. Cette proportion est assez élevée chez les femmes interrogées ayant comme motivation entrepreneuriale, l'insuffisance du salaire du conjoint et celles ayant une taille du ménage de sept personnes et plus.

Ajoutons « les multitudes de taxes à payer ». Pour ces femmes, la multiplicité des taxes à payer réduit leur marge de profit. Cela conduit forcément à l'arrêt des activités. A la question de savoir s'il y a d'autres raisons qui pouvaient expliquer cet arrêt d'activités, plus de la moitié de femmes mariées déclarent que le micro crédit n'en est pas la principale cause, mais plutôt le manque de soutien de leurs conjoints. Ce qui réduit leur mobilité et rend difficile la conciliation de deux sphères (domestique et professionnelle). Ce motif est plus avancé par les femmes interrogées ayant des enfants en bas âge. Certes, les responsabilités vis-à-vis des enfants restent une préoccupation pour les femmes interviewées mais elles disposent du soutien de la famille (nièce, petite sœur, etc). En tant qu'entrepreneures, les responsabilités familiales limitent la durée des heures consacrées aux activités entrepreneuriales rémunérées.

Ces femmes ont déclaré que le temps engagé à gérer une affaire en dehors du foyer était un fardeau en conflit direct avec leurs responsabilités familiales malgré les interventions « sporadiques » de la famille au sens large. Lors des entretiens, il n'est pas rare d'entendre une femme dire qu'elle a été obligée d'arrêter ses activités pour s'occuper de ses enfants ayant besoin de soins et d'attention. Aussi, elle était parfois contrainte à mener son activité à temps partiel.

Le temps partiel « choisi » pour des raisons familiales réduisant d'autant les revenus qu'elle peut en tirer. Et si les enfants nécessitent constamment des soins permanents et que la femme ne les peut pas, cela peut

dégénérer en conflit entre époux. Les répondants qui sont dans cette situation, considèrent leur statut matrimonial (des mariées) comme un obstacle à l'entrepreneuriat ajouté à la lourdeur des tâches ménagères liées à une famille nombreuse.

Vu la rigidité de l'environnement socioculturel en RDC, nous avons constaté à travers nos entretiens que les femmes entrepreneures bénéficiaires des micro crédits de la ville de Lubumbashi sont soumises à plusieurs contraintes et que l'entrepreneuriat féminin durable demeure difficile.

Tableau 2 : Ordre d'importance des contraintes citées (N=30)

Contraintes citées	Nombre de femmes
Faible niveau d'instruction	18
Manque d'accompagnement	16
Non affiliation aux réseaux sociaux	13
Absence du soutien du mari	12
Présence des enfants en bas âge	11
Concurrence dans le secteur	8
Faiblesse du montant obtenu	3
Taux d'intérêt	3
Taxes à supporter	2

Conclusion

Nous avons dans cette communication survolé les principaux points qui touchent le fonctionnement de l'entrepreneuriat féminin en RDC notamment les motivations principales à la base de leurs activités entrepreneuriales. Nous avons également survolé les obstacles auxquels les femmes congolaises sont confrontées.

Nos résultats comme dans la littérature démontrent les mêmes préoccupations qui ébranlent le projet entrepreneurial des femmes.

Nos limites méthodologiques ont trait à la cueillette de données sur le terrain car sur le plan pratique, nous ne pouvions couvrir toutes les femmes bénéficiaires des micro crédits éparpillées dans la ville de Lubumbashi.

Ces limites sont inhérentes à la faiblesse de la taille de l'échantillon, la non-disponibilité ou le refus de certaines femmes entrepreneures de coopérer avec nous.

Le choix du terrain d'enquête peut paraître discutable dans le sens où les résultats demeurent contextualisés, et propres à une entreprise; au secteur particulier de la micro-finance. Par contre, les questionnaires et le guide d'entretien utilisés dans cette étude sont perfectibles.

Ainsi, cette communication s'inscrit dans le cadre d'un projet plus large, celui d'élargir notre champs d'intérêt aux autres femmes qui ont réussi à dépasser différemment ces obstacles. Ce qui nous permettra une représentativité beaucoup large et construire un modèle définitif des obstacles à l'entrepreneuriat féminin à Lubumbashi.

Cependant, il est difficile à prédire la fin de ces obstacles, mais il devient nécessaire en RDC et à

Lubumbashi en particulier de disposer de données empiriques sur la question, pour alimenter les débats et les réflexions afin de pousser les dirigeants des IMF à repenser la manière dont ils formulent les politiques en matière d'octroi des micro crédits.

Bibliographie

- Adjamagbo, A., Antoine, P., Beguy, D., & Dial, F. B. (2006). Comment les femmes concilient-elles mariage et travail à Dakar et à Lomé ? In Document de travail/ DIAL DT/2006-04 (pp. 1–18). DIAL DT/2006-04.
- Antoine, P., & Binetou Dial, F. (2003). Mariage, divorce et remariage à Dakar et Lomé. In Document de travail/DIAL DT/2003/07 (pp. 1–21).
- Assoumou Menye, O., & Guetsop Sateu, F. A. (2017). L'entrepreneuriat féminin au Cameroun : enjeux et perspectives. *Revue Congolaise de Gestion*, Numéro24(2), 11–42. <https://doi.org/10.3917/rcg.024.0011>
- Baturin, C. (2014). La terre , facteur déterminant du pouvoir au Cameroun et le rôle de la Mutuelle d'Épargne et du crédit pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin (MUDEF) dans son obtention par la femme. *Student Library Research Awards*. Paper 9, (9).
- Chabaud, D., & Lebègue, T. (2013). Femmes dirigeantes en PME : Bilan et perspectives. *RIMHE : Revue Interdisciplinaire Management, Homme(s) & Entreprise*, 7(3), 43. <https://doi.org/10.3917/rimhe.007.0043>
- Cissé Thiam, M. (2008). Capacity-building for mainstreaming a gender perspective in the development, implementation and valuation of national economic policies and programmes and budgets. In Commission on the Status of Women Fifty-second session, New-York, 25 February - 7 March 2008 (pp. 1–10). New York: United Nations.
- Farida, B. (2008). L'entrepreneuriat féminin et son accompagnement : Cas de l'accompagnement par l' ANSEJ des femmes entrepreneures de la wilaya de Tizi-Ouzou, mémoire en vue de l'obtention du diplôme de Magister en Sciences économiques. Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou.
- Kabuya Kalala, F. (2006). Entrepreneuriat féminin et microfinance en RDC : un état des lieux. *Congo-Afrique*, XLVI (408), 355–369.
- Konadu, A., & Biney-Assan, A. B. (2007). The role of microfinance in the empowerment of women. An example of Sinapi Aba Trust, Offinso Branch-Ghana, Master's Thesis in Development Management. Agder University and United Nations University.
- Martin, V. (2010). Une lecture critique de la diversité au regard du genre. La diversité au féminin dans des grandes entreprises françaises. *Revue Française de Gestion*, 36(202), 47–60. <https://doi.org/10.3166/rfg.202.47-60>
- Masoka Wamtu, B. (2018). L'impact de l'éducation de la femme sur la croissance économique en Afrique subsaharienne. Paris: L'Harmattan.
- Rajhi, N. (2011). Conceptualisation de l'esprit entrepreneurial et identification de facteurs de son développement dans l'enseignement supérieur tunisien, thèse pour le doctorat en sciences de gestion. Université de GRENOBLE.
- Sery, A. (2012). Le micro crédit : l'empowerment des femmes ivoiriennes, thèse pour le doctorat en sociologie. Université Paul Valéry - Montpellier III.
- Wacheux, F. (1996). Méthodes qualitatives et recherche en gestion. Paris: Editions Economica.
- Wanlin, P. (2007). L'analyse de contenu comme méthode d'analyse qualitative d'entretiens : une comparaison entre les

- traitements manuels et l'utilisation de logiciels. In Actes du colloque Bilan et perspectives de la recherche qualitative (Vol. 3, pp. 243–272).
- Radio Okapi (2015), RDC: 8 habitants sur 10 vivent sous le seuil de pauvreté absolue, Kinshasa, Publié le jeu, 15/10/2015 - 07:57 | Modifié le jeu, 15/10/2015 - 07:57 <https://www.radiookapi.net/2015/10/15/actualite/economie/rdc-8-habitants-sur-10-vivent-sous-le-seuil-de-pauvrete-absolue> - Consulté le 09/05/2019
- Moumni Ahmed (2010), Analyse de la pauvreté en République démocratique du Congo, Banque africaine de développement, Working paper serie, TUNIS Belvédère, N o 112 - Août 2010. - <https://www.afdb.org/fileadmin> - Consulté le 09/05/2019. qu'à
- Kambamba Darly (2012), La santé à l'agonie en République démocratique du Congo. Le système de santé congolais est parmi les moins performants du monde. Comment l'expliquer ? Contrepoints, Libre Afrique, Publié en collaboration avec UnMondeLibre. <https://www.contrepoints.org/2012/09/03/96095-la-sante-a-lagonie-en-republique-democratique-du-congo> - Consulté le 10/05/2019.
- Fonds monétaire international, FMI (2016), Stratégies de réduction de la pauvreté dans les programmes appuyés par le FMI, 14 mars 2016 <https://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/prspf.htm> - Consulté le 10/05/2019